

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 821

[C – 2008/29102]

**13 DECEMBRE 2007. — Décret intégrant l'École d'interprètes internationaux de la Haute Ecole
de la Communauté française du Hainaut à l'Université de Mons-Hainaut
et modifiant les habilitations universitaires**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Intégration de l'École d'interprètes internationaux de la Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut à l'Université de Mons-Hainaut*

*Section I^{re}. — Modifications à la loi du 28 avril 1953
sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat*

Article 1^{er}. A l'article 4 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire de l'Etat, modifié en dernier lieu par le décret du 19 mai 2004, sont apportées les modifications suivantes :

- a) Le § 1^{er}, alinéa 1^{er} est abrogé;
- b) Au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « Sans préjudice du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et §§ 2 et 3, le conseil d'administration des universités et des centres universitaires » sont remplacés par les mots « Le conseil d'administration des universités »;
- c) Le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant : « Il peut garantir, au sein du conseil d'administration composé conformément à l'article 8, une représentation minimale des organes précités. »;
- d) Le § 3 est abrogé.

*Section II. — Modifications à la loi du 27 juillet 1971
sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

Art. 2. Un article 35*bis* rédigé comme suit est inséré dans la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires :

« Sans préjudice des articles 29 à 34 et 36 de la présente loi, la partie de l'allocation de fonctionnement de l'Université de Mons-Hainaut due pour les étudiants finançables inscrits dans le domaine traduction et interprétation, à l'exception de celle due pour les étudiants qui ont réussi les études et travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat et pour les étudiants inscrits à des études menant au grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur est égale, à partir de l'année budgétaire 2008 et jusqu'à l'année budgétaire 2015, à la somme des montants suivants :

1° Un montant correspondant à la partie de l'allocation due en vertu des articles 29 à 34 de la présente loi pour la moyenne quadriennale du nombre d'étudiants pondérés, diminuée de 685 unités;

2° Un montant de 2.981.776 €, indexé.

En cas de modification d'un des coefficients de pondération applicables à l'Université de Mons-Hainaut et visés à l'article 159 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, le nombre d'unités défini à l'alinéa 1^{er}, 1°, sera adapté à due concurrence par le Gouvernement.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, est indexé annuellement, dès l'année 2008, en fonction de l'indice-santé du mois de décembre de l'année concernée, sur base de l'indice santé du mois de décembre 2007.

Lors de l'application de la révision de la partie fixe prévue à l'article 25, alinéa 2, et en tout cas en 2016, il sera tenu compte des étudiants qui, en vertu de l'alinéa 1^{er}, ont été pris en compte pour le financement de l'Université de Mons-Hainaut dans le domaine « traduction et interprétation » pendant la période considérée, en ce y compris les unités déduites en vertu de l'alinéa 1^{er}, 1°. »

*Section III. — Modifications au décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles
organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 3. L'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« A partir de l'année budgétaire 2008, le montant fixé à l'alinéa 1^{er} est, avant son adaptation conformément à l'article 9, diminué de 2.051.904 €. »

Art. 4. L'article 11 du même décret, modifié par les décrets des 2 décembre 1996, 17 juillet 1998 et 19 mai 2004, est complété par l'alinéa suivant :

« A partir de l'année budgétaire 2008, les dispositions de l'alinéa 1^{er} ne s'appliquent plus au personnel ayant été engagé par la Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut pour sa catégorie Traduction-Interprétation au plus tard le 1^{er} mars 2007. »

Art. 5. L'article 14, alinéa 3, du même décret, inséré par le décret du 30 juin 2006, est complété comme suit :

« Toutefois, pour la Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut, cette partie forfaitaire est diminuée à partir de l'année budgétaire 2008 de la somme de 226.888 euros indexée. »

Section IV. — Modifications au décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités

Art. 6. A l'article 31 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, entre le littéra « 10° sciences économiques et de gestion » et le littéra « 11° sciences psychologiques et de l'éducation » est inséré le littéra suivant :

« 10°*bis* traduction et interprétation; ».

Art. 7. L'article 40, § 1^{er}, du même décret modifié par les décrets des 20 juillet 2005 et 16 juin 2006, est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, seule l'Académie universitaire Wallonie-Bruxelles est habilitée à organiser, sur le site du canton de Mons, le master complémentaire en linguistique appliquée. »

Art. 8. A l'article 159, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, les mots « ou en traduction et interprétation » sont intégrés entre les mots « sciences de gestion » et les mots « dans les institutions universitaires ».

Art. 9. A l'annexe I^{re} du même décret, entre les domaines « 10° Sciences économiques et de gestion » et « 11° Sciences psychologiques et de l'éducation », sont insérées les lignes suivantes :

10°*bis* Traduction et interprétation :

Traduction et interprétation : B

Traduction : M

Interprétation : M

Art. 10. A l'annexe IV du même décret, entre les domaines « 10° Sciences économiques et de gestion » et « 11° Sciences psychologiques et de l'éducation », sont insérées les lignes suivantes :

10°*bis* Traduction et interprétation

Linguistique appliquée

Section V. — Modification à la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires

Art. 11. A l'article 28 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, remplacé par le décret du 31 mars 2004, au littéra « 1° Groupe A », les mots « littéras 1°, 2°, 3°, 4°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10° et 11° » sont remplacés par les mots « littéras 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, 10°*bis* et 11° ».

Section VI. — Dispositions transitoires

Art. 12. Pour la présente section, on entend par :

1° Ecole d'Interprètes internationaux (en abrégé EII), la catégorie traduction interprétation de la Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut;

2° Haute Ecole (en abrégé HE) : la Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut;

3° Université : l'Université de Mons-Hainaut.

Art. 13. Les étudiants régulièrement inscrits à l'EII pour l'année académique 2007-2008, sont réputés inscrits régulièrement à l'Université. Les Commissaires du Gouvernement auprès de la Haute Ecole et auprès de l'Université sont chargés de valider les inscriptions des étudiants en question.

Art. 14. § 1^{er}. Les étudiants inscrits au plus tard au cours de l'année académique 2007-2008 à l'EII dans les études menant aux grades académiques de licencié en traduction ou de licencié en interprétation, prévus par le décret du 27 février 2003 établissant les grades académiques délivrés par les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles horaires minimales, avant sa modification par le décret du 31 mars 2004, peuvent poursuivre ces études à l'Université pendant une période qui leur permet d'obtenir le grade académique correspondant au terme de la durée minimale du cycle d'études augmentée le cas échéant d'un an.

Le titre et le diplôme y afférent seront délivrés par l'Université.

§ 2. Les étudiants inscrits au plus tard au cours de l'année académique 2007-2008 à l'EII dans le grade de bachelier en traduction et en interprétation, de master en traduction ou de master en interprétation prévus par le décret du 2 juin 2006 établissant les grades académiques délivrés par les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles horaires minimales, peuvent poursuivre ces études à l'Université pendant une période qui leur permet d'obtenir le grade académique correspondant au terme de la durée minimale du cycle d'études augmentée le cas échéant d'un an.

Les titres et les diplômes y afférents seront délivrés par l'Université.

Le grade de bachelier visé à l'alinéa 1^{er} donne accès aux études de deuxième cycle universitaire dans le domaine traduction et interprétation.

Art. 15. § 1^{er}. Les membres du personnel de la Haute Ecole affectés à l'EII sont transférés à l'Université.

Ils restent soumis aux dispositions légales et réglementaires qui, au moment de leur transfert, leur sont applicables en tant que membres du personnel de la Haute Ecole. Les modifications apportées à ces dispositions leur sont également applicables. Ils conservent leur qualité de membres du personnel de l'enseignement non universitaire.

Leurs traitements et allocations annexes leur sont liquidés par l'Université à charge de son budget.

La liste de ces membres du personnel, ventilée en personnel enseignant, scientifique et administratif, est arrêtée par le Gouvernement.

§ 2. Le conseil d'administration de l'Université exerce à l'égard des membres du personnel visé au § 1^{er} les compétences qui, dans le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, sont attribuées au conseil d'administration, au collège de direction ou au directeur-président des Hautes Ecoles.

Il exerce également les compétences non réglementaires qui, aux articles 17, 19, 25, § 1^{er}, 33, 34, 53, 76, 82, 84, 88, 89, 92 à 100 du même décret sont attribuées au Gouvernement.

Lorsque l'emploi qu'occupait un des membres du personnel visés au § 1^{er} est déclaré vacant, et qu'il ne peut y être pourvu par changement d'affectation, changement de fonction ou extension de charge d'un autre membre du personnel visé au § 1^{er}, il est, le cas échéant, pourvu à son remplacement conformément aux règles applicables au personnel des universités.

Art. 16. Les membres du personnel enseignant qui sont visés à l'article 15, sont électeurs lors de l'élection du recteur, du vice-recteur, du secrétaire du conseil académique et des représentants du corps enseignant au conseil d'administration.

Les membres du personnel scientifique qui sont visés à l'article 15, sont électeurs lors de l'élection, des représentants du corps scientifique au conseil d'administration.

Les membres du personnel administratif qui sont visés à l'article 15, sont électeurs lors de l'élection, des représentants du personnel administratif, du personnel spécialisé de maîtrise et gens de métier au conseil d'administration.

Art. 17. Les biens meubles et immeubles de la Haute Ecole affectés principalement au fonctionnement de l'EII sont transférés au patrimoine de l'Université. Le Gouvernement arrête la liste de ces biens après concertation entre la Haute Ecole et l'Université.

Une convention entre la Communauté française, représentée par le conseil d'administration de la Haute Ecole, et l'Université précise les modalités d'usage des autres biens nécessaires au fonctionnement de l'EII non transférés au patrimoine de l'Université ainsi que les modalités d'usage des biens transférés nécessaires au fonctionnement de la Haute Ecole.

Les créances et les obligations fondées sur les contrats en cours relatifs à l'EII, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, sont transférées au patrimoine de l'Université.

Ces cessions et transferts sont opposables de plein droit aux cocontractants et aux tiers, sans autre formalité. Ils incluent tous les droits et obligations liés aux procédures pendantes et futures.

Art. 18. Par dérogation à l'article 8 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, pour la période du 1^{er} janvier 2008 au 30 septembre 2009, la composition du conseil d'administration de l'Université est celle en vigueur au 1^{er} octobre 2007 augmentée de :

1° Deux représentants du personnel enseignant de l'EII, au sens de l'article 15, alinéa 1^{er}, et y exerçant depuis deux ans au moins une fonction à charge complète, élus par les membres de ce personnel enseignant;

2° Un représentant du personnel scientifique de l'EII, au sens de l'article 15, alinéa 2, et y exerçant depuis deux ans au moins une fonction à charge complète, élu par les membres de ce personnel scientifique,

3° Un représentant des étudiants de l'EII élu conformément au décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire qui y a déjà accompli avec succès une année d'études.

Par dérogation à l'article 5 du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire, l'élection de l'étudiant visé à l'alinéa 1^{er}, 3°, doit être clôturée le 1^{er} février 2008. Son mandat se termine le 30 septembre 2009.

Art. 19. § 1^{er}. Il est mis fin, à la date du 1^{er} janvier 2008, au mandat des membres du Conseil d'administration de la Haute Ecole nommés sur base de l'article 66, alinéa 1^{er}, 2°, 3° et 4°, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles et qui sont transférés à l'Université en application de l'article 15.

Il leur est désigné un remplaçant qui achève leur mandat, selon les modalités respectives visées à l'article 66 précité.

§ 2. A la même date, il est mis fin au mandat des membres du Conseil d'administration de la Haute Ecole nommés sur base de l'article 66, alinéa 1^{er}, 7°, du même décret et qui sont réputés inscrits à l'Université en application de l'article 12.

Par dérogation à l'article 66, alinéa 2, du même décret, ils sont remplacés selon les modalités prévues par l'article 66, alinéa 5, du même décret.

Art. 20. Pour les années budgétaires 2008 à 2015, le respect de la limite fixée à l'article 40, § 3, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires s'apprécie sans tenir compte des coûts salariaux des membres du personnel de la Haute Ecole transférés à l'Université ni de la partie de l'allocation de fonctionnement correspondante à ces coûts.

Art. 21. L'Université est habilitée à payer le traitement et les allocations annexes relatifs au mois de décembre 2007 des membres du personnel lui transférés en application de l'article 15.

Art. 22. L'article 103 du décret fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles du 5 août 1995 est abrogé.

CHAPITRE II. — *Modifications des habilitations universitaires*

Art. 23. L'article 38 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, dont le texte actuel formera un § 1^{er}, est complété par un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Une habilitation est dite conditionnelle lorsqu'elle est soumise à la condition que l'université à laquelle cette habilitation est accordée conclue une convention avec, selon le cas, une Haute Ecole ou un Institut supérieur d'Architecture, en vue, soit de la reprise, par l'université, de l'enseignement supérieur de type long correspondant dispensé par cette Haute Ecole ou par cet Institut supérieur d'Architecture, soit de l'organisation conjointe de cet enseignement conformément à l'article 29, § 2.

En cas de reprise, la convention prévoit le transfert à l'université de la jouissance des biens affectés par la Haute Ecole ou l'Institut supérieur d'Architecture à l'enseignement supérieur de type long, le transfert des droits et obligations relatifs à cet enseignement, ainsi que les modalités relatives à l'emploi et aux conditions de travail. Le décret organise le transfert vers l'université des allocations de financement, des étudiants, ainsi que des membres du personnel.

L'annexe III définit les habilitations conditionnelles.

Pour l'application du présent paragraphe, les correspondances suivantes sont établies entre les grades académiques de l'enseignement supérieur non universitaire et les grades académiques des universités.

TAB.1 – : Grades académiques

Grades académiques non universitaires	Grades académiques universitaires
Bachelier en architecture	Bachelier en architecture
Master en architecture	Master en architecture
Bachelier en traduction et interprétation	Bachelier en traduction et interprétation
Master en traduction	Master en traduction
Master en interprétation	Master en interprétation

Art. 24. A l'annexe I^{er} du même décret, entre les domaines « 4° Histoire, art et archéologie » et « 6° Information et communication », sont insérées les lignes suivantes :

5° Art de bâtir et urbanisme

Architecture : B M

Art. 25. A l'annexe III du même décret, modifiée par le décret du 20 juillet 2006, sont apportées les modifications suivantes :

a) Entre les domaines « 4° Histoire, art et archéologie » et « 6° Information et communication », sont insérées les lignes suivantes :

5° Art de bâtir et urbanisme

Architecture : 1 + 2 1* 2* 1* 1*

b) Entre les domaines « 10° Sciences économiques et de gestion » et « 11° Sciences psychologiques et de l'éducation », sont insérées les lignes suivantes :

10°*bis* Traduction et interprétation

Traduction et interprétation : 1 1* 1 1*

Traduction : 2 1* 1 1*

Interprétation : 2 1* 1 1*

c) L'annexe est complétée par l'alinéa suivant :

« Les chiffres marqués d'une astérisque indiquent une habilitation conditionnelle au sens de l'article 38, § 2. En ce qui concerne l'habilitation conférée à l'Université de Mons-Hainaut pour le cursus d'architecture, elle est soumise à la condition supplémentaire que cette université ait préalablement fusionné avec la Faculté polytechnique de Mons. »

Art. 26. A l'annexe IV du même décret, modifiée par le décret du 16 juin 2006, le point « 17° Sciences » est complété par les mentions suivantes :

Climatologie, glaciologie et océanographie

Gestion durable de l'énergie

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 27. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 décembre 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Enseignement obligatoire,
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

—
Note

(1) *Session 2007-2008*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 487-1. — Rapport, n° 487-2.

Comptes-rendus intégraux. — Discussion. — Séance du 10 décembre 2007. — Adoption. — Séance du mardi 11 décembre 2007.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 821

[C — 2008/29102]

13 DECEMBER 2007. — Decreet houdende integratie van de « Ecole d'interprètes internationaux de la Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut » in de « Université de Mons-Hainaut » en tot wijziging van de universitaire bevoegdheden

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Integratie van de « Ecole d'interprètes internationaux de la Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut » in de « Université de Mons-Hainaut »*

*Afdeling I. — Wijzigingen van de wet van 28 april 1953
betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat.*

Artikel 1. In artikel 4 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 mei 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1, eerste lid, wordt opgeheven;

b) In § 1, tweede lid, worden de woorden « Onverminderd § 1, eerste lid, en §§ 2 en 3, richt de raad van bestuur van de universiteiten en van de universitaire centra » vervangen door de woorden « De Raad van bestuur van de universiteiten »;

c) § 1 wordt aangevuld als volgt :

« Binnen de raad van bestuur samengesteld overeenkomstig artikel 8 kan ze een minimale vertegenwoordiging van de bovenvermelde organen waarborgen. »;

d) § 3 wordt opgeheven.

*Afdeling II. — Wijzigingen van de wet van 27 juli 1971
op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.*

Art. 2. In de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling wordt een artikel 35bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Onverminderd de artikelen 29 tot 34 en 36 van deze wet, is het gedeelte van de werkingtoelage van de « Université de Mons-Hainaut » verschuldigd voor de voor financiering in aanmerking komende studenten ingeschreven voor het gebied vertalen en tolken, met uitzondering van dat verschuldigd voor de studenten die geslaagd zijn voor de studies en de werken betreffende de voorbereiding van een doctoraat en voor de studenten ingeschreven voor de studies die leiden tot de graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs, vanaf het begrotingsjaar 2008 en tot het begrotingsjaar 2015, gelijk aan de som van de volgende bedragen :

1° een bedrag dat overeenstemt met het gedeelte van de toelage verschuldigd overeenkomstig de artikelen 29 tot 34 van deze wet voor het vierjaarlijkse gemiddelde van het aantal gewogen studenten, verminderd met 685 eenheden;

2° een geïndexeerd bedrag van 2.981.776 €.

Bij wijziging van één van de wegingscoëfficiënten die van toepassing zijn op de « Université de Mons-Hainaut » en bedoeld in artikel 159 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, zal het aantal eenheden bepaald in het eerste lid, 1°, tot een passende beloop door de Regering aangepast worden.

Het bedrag bedoeld in het eerste lid, 2° wordt elk jaar, vanaf het jaar 2008, geïndexeerd in functie van het gezondheidsindex van de maand december van het betrokken jaar, op basis van het gezondheidsindex van de maand december 2007.

Bij de toepassing van de herziening van het vaste gedeelte bedoeld in artikel 25, tweede lid, en in elk geval in 2016, zal rekening worden gehouden met de studenten die, overeenkomstig het eerste lid, in rekening werden genomen voor de financiering van de « Université de Mons-Hainaut » op het gebied « vertalen-tolken » gedurende de betrokken periode, met inbegrip van de eenheden die afgetrokken werden overeenkomstig het eerste lid, 1°. »

*Afdeling III. — Wijzigingen van het decreet van 9 september 1996
betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen*

Art. 3. Artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Vanaf het begrotingsjaar 2008 wordt het bedrag vastgesteld in het eerste lid, vóór de aanpassing ervan overeenkomstig artikel 9, met 2.051.904 € verminderd. »

Art. 4. Artikel 11 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 2 december 1996, 17 juli 1998 en 19 mei 2004, wordt aangevuld als volgt :

« Vanaf het begrotingsjaar 2008 zijn de bepalingen van het eerste lid niet meer van toepassing op het personeel aangeworven door de « Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut » voor de categorie Vertalen-Tolken ten laatste op 1 maart 2007. »

Art. 5. Artikel 14, derde lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 30 juni 2006, wordt aangevuld als volgt :

« Voor de « Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut » wordt dit vaste gedeelte nochtans verminderd vanaf het begrotingsjaar 2008 met de geïndexeerde som van 226.888 €. »

Afdeling IV. — Wijzigingen van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten.

Art. 6. In artikel 31 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, wordt tussen littera « 10° economische wetenschappen en management » en littera « 11° psychologische en pedagogische wetenschappen » het volgende littera ingevoegd :

« 10°bis vertalen en tolken; ».

Art. 7. Artikel 40, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 20 juli 2005 en 16 juni 2006, wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« In afwijking van het eerste lid wordt slechts de « Académie universitaire Wallonie-Bruxelles » ertoe gemachtigd om op de plaats van het kanton Bergen, een aanvullende master te organiseren in toegepaste taalkunde. »

Art. 8. In artikel 159, § 1, eerste lid, 1°, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, worden de woorden « of in vertalen en tolken » geïntegreerd tussen de woorden « wetenschapsbeheer » en de woorden « in de universitaire instellingen ».

Art. 9. In de bijlage I van hetzelfde decreet, worden tussen de domeinen « 10° economische wetenschappen en management » en « 11° psychologische en pedagogische wetenschappen » de volgende regels toegevoegd :

10°bis Vertalen en tolken

Vertalen en tolken : B

Vertalen : M

Tolken : M

Art. 10. In de bijlage IV van hetzelfde decreet, worden tussen de domeinen « 10° economische wetenschappen en management » en « 11° psychologische en pedagogische wetenschappen » de volgende regels toegevoegd :

10°bis Vertalen en tolken

Toegepaste taalkunde

Afdeling V. — Wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen

Art. 11. In artikel 28 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, vervangen bij het decreet van 31 maart 2004, in littera « 1° Groep A », worden de woorden « litteras 1°, 2°, 3°, 4°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10° en 11° » vervangen door de woorden « litteras 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, 10°bis en 11° ».

Afdeling VI. — Overgangsbepalingen

Art. 12. Voor deze afdeling wordt verstaan onder :

1° Ecole d'Interprètes internationaux (EII afgekort), de categorie « vertalen tolken » van de « Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut »;

2° Hogeschool (HS afgekort) : de « Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut »;

3° Universiteit : de « Université de Mons-Hainaut ».

Art. 13. De studenten die voor het academiejaar 2007-2008 bij de EII regelmatig ingeschreven zijn, worden geacht regelmatig ingeschreven te zijn bij de Universiteit. De Regeringscommissarissen bij de Hogeschool en bij de Universiteit worden belast met het bekrachtigen van de inschrijvingen van de betrokken studenten.

Art. 14. § 1. De studenten die uiterlijk gedurende het academiejaar 2007-2008 bij de EII ingeschreven zijn voor de studies die leiden tot de academische graden van licentiaat vertalen of licentiaat tolken, bedoeld in het decreet van 27 februari 2003 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en tot vaststelling van de minimale uurregelingen, vóór de wijziging ervan door het decreet van 31 maart 2004, kunnen deze studies aan de Universiteit voortzetten tijdens een periode waarin ze de academische graad kunnen behalen die overeenstemt met het einde van de minimale duur van de studiecycclus, vermeerderd, in voorkomend geval, met één jaar.

Het bekwaamheidsbewijs en het diploma daaromtrent zullen door de Universiteit uitgereikt worden.

§ 2. De studenten die uiterlijk gedurende het academiejaar 2007-2008 bij de EII ingeschreven zijn voor de graad van bachelor vertalen en tolken, master vertalen of master tolken bedoeld in het decreet van 2 juni 2006 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de Hogescholen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd en tot vaststelling van de minimale uurregelingen, kunnen deze studies aan de Universiteit voortzetten tijdens een periode waarin ze de academische graad kunnen behalen die overeenstemt met het einde van de minimale duur van de studiecycclus, vermeerderd, in voorkomend geval, met één jaar.

De bekwaamheidsbewijzen en de diploma's daaromtrent zullen door de Universiteit uitgereikt worden.

De graad van bachelor bedoeld in het eerste lid geeft toegang tot de studies van de tweede universitaire cyclus op het gebied van vertalen en tolken.

Art. 15. § 1. De personeelsleden van de Hogeschool die aangesteld worden bij de EII, worden naar de Universiteit overgebracht.

Ze blijven onderworpen aan de bepalingen van de wetgevingen en de reglementeringen die, op het ogenblik van hun overdracht, op hen worden toegepast als personeelsleden van de Hogeschool. De wijzigingen aangebracht aan deze bepalingen worden ook op hen toegepast. Ze behouden hun hoedanigheid van personeelsleden van het niet-universitair onderwijs.

Hun bijbehorende wedden en toelagen worden uitbetaald door de Universiteit, die ze op haar begroting uittrekt.

De lijst van deze personeelsleden, onderverdeeld in onderwijzend, wetenschappelijk en administratief personeel, wordt door de Regering vastgesteld.

§ 2. De raad van bestuur van de Universiteit oefent tegenover de personeelsleden bedoeld in § 1 de bevoegdheden uit die, in het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, toegewezen worden aan de raad van bestuur, het directiecollege of de directeur-voorzitter van de Hogescholen.

Hij oefent ook de niet-reglementaire bevoegdheden uit die, in de artikelen 17, 19, 25, § 1, 33, 34, 53, 76, 82, 84, 88, 89, 92 tot 100 van hetzelfde decreet, toegewezen worden aan de Regering.

Wanneer de betrekking die één van de personeelsleden bedoeld in § 1 bekleedde, vacant wordt verklaard en wanneer deze niet vervuld kan worden door een affectatieverandering, een ambtsverandering of een uitbreiding van de opdracht van een ander personeelslid bedoeld in § 1, wordt deze, in voorkomend geval, vervangen overeenkomstig de regels die van toepassing zijn op het personeel van de universiteiten.

Art. 16. De leden van het onderwijzend personeel die bedoeld zijn in artikel 15, zijn kiezers bij de verkiezing van de rector, de vice-rector, de secretaris van de academische raad en de vertegenwoordigers van het onderwijzend personeel bij de raad van bestuur.

De leden van het wetenschappelijk personeel die bedoeld zijn in artikel 15, zijn kiezers bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van het wetenschappelijk personeel bij de raad van bestuur.

De leden van het administratief personeel die bedoeld zijn in artikel 15, zijn kiezers bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van het administratief personeel, van het meesters- en vakpersoneel bij de raad van bestuur.

Art. 17. De roerende en onroerende goederen van de Hogeschool die voornamelijk toegewezen worden aan de werking van de EII, worden overgedragen naar het patrimonium van de Universiteit. De Regering stelt de lijst vast van deze goederen na overleg tussen de Hogeschool en de Universiteit.

Een overeenkomst tussen de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de raad van bestuur van de Hogeschool, en de Universiteit, bepaalt de nadere regels voor het gebruik van andere goederen die nodig zijn voor de werking van de EII die niet overgedragen worden naar het patrimonium van de universiteit, alsook de nadere regels voor het gebruik van de overgedragen goederen die nodig zijn voor de werking van de Hogeschool.

De schuldvorderingen en obligaties die gebaseerd zijn op de overeenkomsten betreffende de EII die lopend zijn op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet, worden naar het patrimonium van de universiteit overgedragen.

Deze afstanden en overdrachten kunnen van rechtswege tegengeworpen worden aan medecontractanten en derden, zonder verdere formaliteit. Ze omvatten alle rechten en verplichtingen gebonden aan lopende en komende procedures.

Art. 18. In afwijking van artikel 8 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, voor de periode van 1 januari 2008 tot 30 september 2009 is de samenstelling van de raad van bestuur van de Universiteit degene die van toepassing is op 1 oktober 2007, vermeerderd met :

1° twee vertegenwoordigers van het onderwijzend personeel van de EII in de zin van artikel 15, eerste lid, en die sinds ten minste twee jaar een ambt met een volledige opdracht uitoefenen, verkozen door de leden van dit onderwijzend personeel;

2° een vertegenwoordiger van het wetenschappelijk personeel van de EII, in de zin van artikel 15, tweede lid, en die tijdens ten minste twee jaar een ambt met een volledige opdracht uitoefent, verkozen door de leden van het wetenschappelijk personeel;

3° een vertegenwoordiger van de studenten van de EII verkozen overeenkomstig het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten binnen de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten op gemeenschapsniveau, die al met vrucht een studiejaar heeft gevolgd.

In afwijking van artikel 5 van het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten binnen de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten op gemeenschapsniveau, moet de verkiezing van de student bedoeld in het eerste lid, 3°, op 1 februari 2008 beëindigd worden. Zijn mandaat eindigt op 30 september 2009.

Art. 19. § 1. Op de datum van 1 januari 2008 wordt er een einde gemaakt aan het mandaat van de leden van de raad van bestuur van de Hogeschool die benoemd werden op basis van artikel 66, eerste lid, 2°, 3° en 4°, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, en die overgedragen worden naar de universiteit met toepassing van artikel 15.

Er wordt een vervanger aangesteld die het mandaat voleindigt volgens de respectievelijke nadere regels bedoeld in voornoemd artikel 66.

§ 2. Op dezelfde datum wordt er een einde gemaakt aan het mandaat van de leden van de Raad van bestuur van de Hogeschool die benoemd werden op basis van artikel 66, eerste lid, 7°, van hetzelfde decreet en die geacht worden ingeschreven te zijn bij de universiteit met toepassing van artikel 12.

In afwijking van artikel 66, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden ze vervangen volgens de nadere regels bedoeld in artikel 66, vijfde lid, van hetzelfde decreet.

Art. 20. Voor de begrotingsjaren 2008 tot 2015 wordt de beperking vastgesteld in artikel 40, § 3, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, bepaald zonder rekening te houden met de loonkosten van de personeelsleden van de Hogeschool die overgedragen werden naar de universiteit en met het gedeelte van de werkingstoelage die overeenstemt met deze kosten.

Art. 21. De Universiteit wordt ertoe gemachtigd de wedden en de toelagen te betalen van de maand december 2007 van de personeelsleden met toepassing van artikel 15.

Art. 22. Artikel 103 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de universitaire bevoegdheden*

Art. 23. Artikel 38 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, waarvan de huidige tekst een § 1 zal vormen, wordt aangevuld met een § 2, luidend als volgt :

« § 2. Een bevoegdheid wordt « voorwaardelijk » genoemd wanneer ze onderworpen is aan de voorwaarde dat de universiteit waaraan deze bevoegdheid wordt toegekend, een overeenkomst sluit met, naargelang het geval, een hogeschool of een Hoger Instituut voor architectuur, met het oog op ofwel de overname door de universiteit van het overeenstemmende hoger onderwijs van het lange type verstrekt door deze hogeschool of ofwel door dit Hoger Instituut voor architectuur, ofwel op de gezamenlijke organisatie van dit onderwijs overeenkomstig artikel 29, § 2.

Bij overname bepaalt de overeenkomst de overdracht naar de universiteit van het genot van de goederen die bestemd worden door de Hogeschool of het Hoger Instituut voor architectuur voor het hoger onderwijs van het lange type, de overdracht van de rechten en verplichtingen betreffende dit onderwijs, alsook de nadere regels voor de werkgelegenheid en de arbeidsvoorwaarden. Het decreet organiseert de overdracht naar de universiteit van de financieringstoelagen, van de studenten alsook van de personeelsleden.

Bijlage III bepaalt de voorwaardelijke bevoegdheden.

Voor de toepassing van deze paragraaf worden de volgende overeenstemmingen bepaald tussen de academische graden van het niet-universitair hoger onderwijs en de academische graden van de universiteiten.

Niet-universitaire academische graden	Universitaire academische graden
Bachelor in de architectuur	Bachelor in de architectuur
Master in de architectuur	Master in de architectuur
Bachelor vertaler-tolk	Bachelor vertaler-tolk
Master vertaler	Master vertaler
Master tolk	Master tolk

Art. 24. In bijlage I van hetzelfde decreet, tussen de domeinen « 4° Geschiedenis, kunst en archeologie » en « 6° Informatie en communicatie », worden de volgende regels ingevoegd :

5° Bouwkunst en stedenbouwkunde

Architectuur : B M

Art. 25. In bijlage III van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) Tussen de domeinen « 4° Geschiedenis, kunst en archeologie » en « 6° Informatie en communicatie », worden de volgende regels ingevoegd :

5° Bouwkunst en stedenbouwkunde

Architectuur 1 + 2 1* 2* 1* 1*

b) Tussen de domeinen « 10° economische wetenschappen en management » en « 11° psychologische en pedagogische wetenschappen », worden de volgende regels ingevoegd :

10°bis Vertalen en tolken

Vertalen en tolken 1 1* 1 1*

Vertalen 2 1* 1 1*

Tolken 2 1* 1 1*

c) De bijlage wordt aangevuld als volgt :

« De cijfers met een asterisk vermelden een voorwaardelijke bevoegdheid in de zin van artikel 38, § 2. Wat betreft de bevoegdheid toegewezen aan de « Université de Mons-Hainaut » voor de studie van architectuur, ze wordt onderworpen aan de aanvullende voorwaarde dat deze universiteit voorafgaandelijk gefusioneerd is met de Faculté polytechnique de Mons ».

Art. 26. In bijlage IV van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 16 juni 2006, wordt punt « 17° Wetenschappen » aangevuld als volgt :

Klimatologie, gletsjerkunde en oceanografie

Duurzaam beheer van energie

Hoofdstuk III. — *Slotbepaling*

Art. 27. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 december 2007.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET,

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN,

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN,

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

(1) *Zitting 2007-2008*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 487-1. — Verslag nr. 487-2.

Integrale verslagen. — Bespreking. - Vergadering van 10 december 2007. — Aanneming. — Vergadering van 11 december 2007.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 822 (2008 — 569)

[C — 2008/29111]

26 OCTOBRE 2007. — Décret contenant l'ajustement du budget des voies et moyens de la Communauté française pour l'année budgétaire 2007. — Errata

Le tableau des recettes de l'ajustement du budget des voies et moyens de la Communauté française pour l'année budgétaire 2007 publié aux pages 11946 à 11949 au *Moniteur belge* n° 62 du 26 février 2008 est complété, dans la version française, par la page suivante :